

**VIOLENCES ET CRISES D'IDENTITÉS AU MAGHREB :
SOCIOLOGIE DE LA CONTESTATION ISLAMISTE EN ALGÉRIE**

Dr. Mohamed Saïd MEKKI

Sciences politiques

l'Université de Biskra

INTRODUCTION:

Les sociétés maghrébines sont dynamiques. Elles ne doivent pas être considérées ni comme un segment systématique du Tiers-monde, ni dans la mouvance de la nouvelle représentation stratégique des conflits sud à l'ère de la globalisation des menaces.

Il faut donc, s'éloigner de ces schémas d'explication réductrice et céder la place à une perceptibilité qui valorise l'essentialité des situations conflictuelles au Maghreb. S'il est encore inconfortable de présupposer les rapports mondiaux des forces stratégiques influentes qui permettent de réformer la situation héritée du long cycle bipolaire, ou faire fonctionner le forage du « nouvel Ordre Mondial », de nouveaux dérèglements voient le jour.

Tandis que s'effacent d'anciens conflits, d'autres naissent face auxquels la communauté internationale semble désemparée et impuissante. Depuis le début des années quatre vingt-dix, une guerre s'est installée à demeure en Europe sur les décombres de l'ex Yougoslavie.

Durant la même période sur la rive sud de la Méditerranée, l'Algérie est aux prises d'une contestation armée violente et suicidaire mais ce qui est frappant ce n'est pas la rapidité de la logique de structuration des situations conflictuelles, mais leur temporalité longue et constante et leur émergences sur les décombres des anciennes zones d'influence Est-Ouest (Somalie, Yémen, Algérie, Yougoslavie, Albanie).

D'emblée, nous allons tenter d'élucider dans cette recherche, la situation de l'Algérie où un processus insurrectionnel délégitime, la violence étatique et la met au défi, avec un risque de militarisation de la société.

Emeutes urbaines, voitures piégées, guérilla « depuis plus d'une décennie », la violence s'entremêle avec la politique. S'inscrivant dans un processus long, ces violences ne visent pas les mêmes catégories (population civiles, groupes d'opposition, forces démocratiques, forces de l'ordre).

Pour un auteur comme « Bertrand Badie » l'exemple de l'Algérie qui a frappé dès 1988, le Front de libération Nationale (FLN) et la formule socialiste étatique qui l'inspire ont suscité de nouveaux modes de mobilisation que ont profité essentiellement au front islamique de Salut (FIS) et donc à l'activation des modes d'identification religieuse.

Puis il conclut que « cette profusion d'identification concurrente s'est faite essentiellement au détriment de l'Algérianité et de l'institutionnalisation du cadre étatique National » D'emblée la crise d'identité qui sévit en Algérie, a abouti à un retour au sacré et comme stratégie contestataire à l'ordre étatique interne et ouvrant la porte à une dynamique conflictuelle accrue des rapports sociaux.

1. LA REPRÉSENTATION DE LA VIOLENCE :

Si les événements dans les sociétés maghrébines ne sont pas perçus comme un désordre à craindre et que par conséquent les outils d'analyses demeurent au service de la prospective finaliste afin de maîtriser un inventaire des variables du pays et ne pas réduire l'espace social maghrébin à un « réservoir émotionnel » en décrivant le contestataire comme « entraîné par une certaine pulsion formelle d'hostilité ». La violence n'est pas « une force anonyme et incontrôlable qui s'affranchit des déterminations sociales ».

Se conjuguant au pluriel, elle s'inscrit dans des trajectoires sociales distinctes et relève de logiques fort différentes. Elle est le produit des processus politiques internes et reste fort peu déterminée par les influences extérieures, mettant ainsi en négation la rhétorique « du complot » que tiennent les officiels.

En Algérie, certainement les groupes armés ont profité du commerce frontalier, notamment avec le Maroc, et probablement de soutiens financiers extérieurs dans un premier temps, ils doivent leur succès plus du racket des commerçants dans les grandes agglomérations et le soutien logistiques des banlieues déshérités.

Le conflit algérien n'a recueilli pratiquement aucun soutien logistique direct, que ce soit en faveur de l'armée ou des groupes terroristes.

Son impact réel sur la radicalisation des acteurs contestataires tunisiens ou marocains a été également très limité et a plutôt contribué à empêcher l'émergence de mouvements armés, (crainte de la guerre civile). Enfin, tout essai d'interprétation sociologique ne doit nous faire penser que la violence est le seul phénomène qui monopolise l'espace politique.

Le recours par l'un des acteurs à la violence peut certes voire légitime la réponse violente à un ordre établi ou au pouvoir, sans pour autant interdire complètement d'autres modes d'action, d'opposition ou d'intégration.

Mais de larges secteurs de l'espace politique, se caractérisent par le refus de passer à la violence en dépit des limitations drastiques imposées à la fois par l'état et par les groupes armés à l'action politique.

Ce refus traduit un malaise social et pose la question du pouvoir, de l'intégration ou de l'exclusion d'autres acteurs politiques : milieux urbains (banlieues, jeunesse éduquée ou non des artisans et homme de métier).

2- LA CRISE ALGÉRIENNE EST-ET-ELLE UN SYMPTÔME D'UN «CHOC DES CIVILISATIONS» OU «CLASH SOCIÉTALE»?

Le rapport du social au pouvoir et à l'espace politique rend inopérante l'analyse de ces formes de violences par des grilles normatives, opposant démocratie et dictatures, tolérance et fanatisme. De même plutôt que de partir des sources doctrinales ou théologiques qui contiendraient le code génétique des actions, il conviendrait de suivre M. RODINSON qui invite

les chercheurs à s'intéresser aux pratiques politiques. Analysée une telle perspective, le monde dit « arabo-musulman » perd son « exceptionnalité » méthodologique pour devenir pleinement un objet de recherche historique et sociologique.

Mais d'emblée nous sommes en période post-bipolaire, ou les théories américaines de l'après guerre froide sont à la mode.

Lors du colloque guerre et paix au XXI siècle, tenue à l'UNESCO le feu S. Huntington raffine mieux sa prédiction dans son célèbre article « the clash of civilisation » quand il annonce que « le monde est en butte à une crise d'identité générale et sur l'ensemble de la planète.

Les Peuples et nations tentent de répondre à la question : qui sommes nous ?

Ils répondent de la façon la plus traditionnelle qui soit en faisant référence à ce qui leur tient le plus à cœur, à savoir leur ancêtres, leur valeur, leur coutume, leur institution.

Donc nous devons admettre que la culture influence la perception que les acteurs se font de la scène internationale, nos schémas culturels déterminent nos perceptions des menaces, des rapports de force etc....

Cette approche théorique nous a posé la problématique de la situation algérienne en tant que ligne de fracture civilisationnelle en plus d'une crise d'identité qui met en exergue la fragilité de notre définition de la sécurité identitaire.

Si notre problématique s'appuie sur une pluridisciplinarité l'Algérie en tant qu'étude de cas : nous fera découvrir le besoin d'adopter une démarche s'appuyant sur la stratégie critique. Cette démarche nous montrera la nécessité de remonter aux sources des contestations, qui ont abouti à des conflits armés ouverts. Notre propos se veut celui d'un socio-stratège c'est à dire celui qui analyse les options stratégiques .

Ainsi nous proposons de traiter ce sujet en articulant les données suivantes : s'approprier des outils d'analyse les plus significatifs pour expliquer la nature du système politique et social en Algérie en soulignant en particulier les relations entre Etat (Dawla) et société civile elle-même en pleine mutation depuis l'indépendance.

1. une sociologie de la violence et la dynamique insurrectionnelle dont l'Algérie est le théâtre, nous permet de cerner de plus près l'origine, la structure et le phénomène du port d'armes dans ses représentations les plus alarmantes.

Dans ce sens, une analyse comparative entre les deux époques nous éclaire sur la manière dont les mouvements islamistes entre les deux guerres est lié à la montée du nationalisme, lutte qui a abouti à l'indépendance nationale d'une part, et cette génération des mouvements qui tentent d'imposer un projet de société par les armes, d'autre part.

2. Quelle place occupe l'Algérie dans le système stratégique mondial caractérisé par l'internationalisation et la main mise stratégique des Etats-Unis ? Il s'agit, une fois ces interrogations élucidées, de déceler au-delà la crise s'il existe une continuité ou une rupture du discours stratégique de l'Algérie dans le système régional maghrébin et international.

I - La portée événementielle en Algérie

Une compréhension sociologique de l'Algérie passe par l'approche d'événements relatifs à cette crise rapide qui vont des émeutes d'octobre 1988 à la lutte armée entreprise contre les actions des éléments et groupes armés dispersés dans différentes villes et régions de l'Algérie, actions meurtrières alimentées par un réseau de soutien logistique et financier international.

En effet, de violents affrontements entre jeunes manifestants et forces de l'ordre algérien, ont eu lieu le 4 octobre 1988 à Bab-el-Oued, et se sont soldés par 159 morts et des milliers d'arrestations.

Une nouvelle constitution qui dans le cadre des changements institutionnels ouvre la voie au multipartisme, est adoptée le 14 septembre de l'année suivante.

Le Front Islamique du Salut (FIS) remporte le 12 juin 1990, les élections locales avec 54,25% des suffrages exprimés. Ce mouvement lance, en 1991 un mot de grève générale illimitée pour exiger une élection présidentielle anticipée et l'abrogation de la loi électorale.

Il remporte le 26 décembre 1991, le premier tour des élections, soit 150 sièges, ce qui devait lui donner au deuxième tour, la majorité de l'Assemblée Nationale Populaire du pays ;

Mais après les affrontements sanglants entre islamistes et forces de l'ordre, l'ex-président Chadli Ben Djedid remporte les élections législatives et proclame l'Etat de siège. Le Haut Conseil de sécurité annule, le 14 janvier 1992, les élections législatives après la démission du président Chadli et le Haut Comité d'Etat, présidé par Mohamed Boudiaf, prend le pouvoir.

La chambre administrative du tribunal d'Alger décide la dissolution du FIS en mars 1992.

Ces événements politiques précipités se sont accompagnés d'une violence inouïe après qu'un commando du Fis ait attaqué la caserne du Guemmar dans le sud algérien, l'assassinat de Mohamed Boudiaf le 29 juin et l'attaque à l'aéroport d'Alger, le 26 août 1992 qui a fait 9 morts et 128 blessés.

A -Nouvelle définition sociologique

S'appuyer sur des outils de compréhension, c'est définir une pluridisciplinarité plus proche de la réalité sociale de l'Algérie qui reste parmi les plus étudiés notamment après l'indépendance du fait qu'elle a tenté

de mettre sur pied des expériences autogestionnaires et adopté à un modèle socialiste original qui s'inspire de la réalité sociale algérienne et de l'idéal du développement.

Mais compte tenu des transformations rapides qu'a connues ce pays, peu d'analyses soulignent la place de la violence dans ces mutations et les rapports de force entre un Etat et une société civile, c'est-à-dire la dimension sociologique de cette crise capitale.

Le système du parti unique, est un trait du système algérien avant les événements de 1988, ce qui permet une stabilité politique et sociale pour mettre sur pied les grandes réalisations socio-économiques des années 1960-1970. Le pays possède toujours des potentialités stratégiques pour arriver à ses fins économiques, car l'Algérie reste le premier producteur de gaz de l'OPEP, et le 4^{ème} exportateur mondial, et a pu doubler ses exportations du gaz qui sont passées de 33 milliards de mètres cubes à 60 milliards de mètres cube par an entre 90 et 2000.

Une étude de la Banque Mondiale réalisée le 15 novembre 1994 estime que l'Algérie a le potentiel humain et industriel pour devenir la première économie du Maghreb à condition que la situation politique soit stabilisée et que les vastes réformes économiques soient entreprises.

A la différence des Etats arabes créés dans la première moitié de ce siècle au Maghreb par les puissances européennes, l'Etat -Nation Algérie actuelle constate Sadek Hadjeres, a assez loin dans l'histoire du Maghreb Central⁽¹⁾.

Mais les événements évoqués plus haut figurent une désagrégation des rapports entre l'Etat et la société civile, notamment après la proclamation de l'Etat d'urgence instauré dans ce pays depuis le 9 février 1992 et prolongé le 7 février 1993 pour une durée indéterminée.

Pour comprendre cette évolution, nous pensons utile d'évoquer certaines démarches sociologiques et de voir la manière dont la société et l'Etat au Maghreb en général et en Algérie en particulier sont perçus dans des travaux de recherche. Au milieu des années 1980, un sociologue maghrébin voit dans les situations conflictuelles au Maghreb, les signes d'une société civile en formation, le renouveau (tajdid) de certaines politiques, l'espoir d'un nouveau projet politique⁽²⁾. A Zghal, par exemple évoque la notion d'intégration nationale, (contrairement à la notion idéaliste et statique), celle-ci a l'avantage de souligner la particularité historique et les conditions socio-économiques précises de la réalité nationale. En outre l'intégration sociale est une réalité dynamique, un processus évolutif et transformateur. Pour lui, ce processus est la résultante d'une interaction entre deux ensembles de faits, l'un d'ordre structurel (mode de production) et l'autre d'ordre culturel (fond culturel commun).

Même si on applique ce modèle à la réalité politique et sociale d'un pays comme l'Algérie, on s'aperçoit que les contradictions émergées dans le pays obéissent à une nécessité politique d'une situation héritée du colonialisme et ne soulignent pas assez les contradictions émergées d'une société civile en pleine mutation. D'autant plus que ce dynamisme historique se situe à un autre niveau que celui de la compétition Etat-société civile : la compétition entre Etat et mouvements sociaux.⁽³⁾

La prédominance de la " fonctionnalité " de l'Etat comme l'unique explication donne non seulement une vision statique de l'Etat, mais surtout écarte dans sa démarche l'état de la société civile en tant que composante sociale et pas uniquement fonctionnelle⁽⁴⁾.

La genèse de l'Etat est révélatrice d'une anamorphose stratégique si nous voulons comprendre l'actuelle compétition politique et identitaire entre une faction de la société civile représentée par le mouvement Islamiste et la société globale.

Le cas de l'Algérie constitue un exemple original de par son histoire. Elle est perçue comme la résultante de trois traits institutionnels «concentration des ressources par le parti, pas de marché politique public et spécifique, manque d'autonomie de l'institution partisane, et l'administration comme marché de substitution»⁽⁵⁾. L'approche de « formation nationale » se présente pour Jean Claude Vatin, à travers d'une part, la transcription des mécanismes successifs de la transformation d'une société, d'une entité constituée ou indépendante qui s'appuie sur les différentes expressions possibles de la constitution, et d'autre part à travers la théorie des phases, qui rétablit le concept de la formation sociale dans une perspective temporelle de constitution de Nation, d'Etat, d'Etat Nation⁽⁶⁾.

C'est ce que Jacques Berque nomme "l'Islam Jacobin", l'Islam en tant que culture véhiculée par la forme politique de l'Etat moderne. Cette tendance comme celle du nationalisme, perçoit l'Etat essentiellement comme un phénomène socioculturel. Pour B. Badie et P. Birnbaum, l'émergence de l'Etat est liée au jeu d'un très grand nombre de variables qui particularisent son développement, répondant notamment à un code culturel précis qu'il va falloir mettre en évidence⁽⁷⁾.

Par ailleurs ; la recherche sur l'Etat est d'une importance fondamentale chez les intellectuels maghrébins. Le point de départ pour A. Laroui, est "la genèse naturelle de l'autorité politique" chez Ibn Khaldun, Etat classique chez les légistes, les historiens et les philosophes : Pourquoi les penseurs arabes contemporains négligent-ils la théorie de l'Etat et ont-ils raison de le faire compte-tenu de leur propre choix politique ? ⁽⁸⁾.

L'explication de l'Etat par la genèse ne concerne pas uniquement des analystes traitant l'Etat arabo-musulman, elle est aussi présente, voire

dominante, dans l'explication marxiste de leur état et plus précisément des modes de production pré-capitalistes et la nécessité d'affiner ses outils de compréhension.

B-Néo-marxisme et problématique de l'Etat

La perspective néo marxiste tente de dépasser le stade descriptif de l'Etat dans lequel elle voit le produit ou l'instrument des classes dominantes.

Cette conception marxiste dans son interprétation gramscienne est commentée par Bruno Etienne qui constate que "l'équipe dirigeante algérienne fait une analyse sévère de ses concitoyens par ce qu'elle détient en même temps l'appareil conceptuel et l'appareil coercitif, et préfère être progressiste par le haut que démocrate"⁽⁹⁾.

L'unité nationale algérienne dans un bloc historique (c'est-à-dire l'unité de la nature et de l'esprit, structure et superstructure unité des contraires et distincts, chez Antonio Gramsci) permet au système du pouvoir d'utiliser toutes les forces dont il dispose pour se maintenir. Au niveau du système de décision, il énumère les groupes par ordre d'importance dans l'appareil de l'Etat : les technocrates politiques dont la légitimité vient de leur choix pendant la guerre de libération nationale ; les anciens de l'association des étudiants et le groupe d'Oujda ; les membres de l'administration du parti et du syndicat qui savent comment fonctionne le système bureaucratique ; et enfin les technocrates techniques détenteurs du pouvoir nécessaire à l'administration de l'Algérie. Ainsi, pour lui les "nationalistes algériens sont devenus une classe dirigeante avant de devenir une classe dominante".⁽¹⁰⁾ Donc le pouvoir en Algérie est un pouvoir de classe qui "utilise parfaitement tous les instruments de la persuasion idéologique et très peu la contrainte", à savoir la religion, l'école, la radio, les éditions, les syndicats et la famille afin de défendre les valeurs de la classe dominante légitime ; Bien qu'elle soit critique, l'analyse de Bruno Etienne à travers la capacité "des fonctionnaires de la superstructure "algérien demeure une analyse sociologique, la dynamique de l'Etat dans sa recherche de l'intégration sociale et le processus de développement économique nécessaire pour sortir d'une phase de sous-développement et ne voit pas la lutte compétitive de la société civile en tant que capacité politique mobilisable. Le déclin actuel des formes étatiques maghrébines post-coloniales, et la remise en cause de la personnalité charismatique des Etats sont le produit du répertoire protestataire⁽¹¹⁾.

Pour mieux discerner les interactions entre la triade religion, Etat et monde (Din, dawla et Dunya), il faut, aux yeux de M. Arkoun, aller plus profondément dans l'analyse des structures et des forces du travail sur la scène socio-historique depuis l'intervention du fait coranique et l'expansion du fait islamiste. Pour lui, on peut retenir ce qu'il appelle cinq actants permanents sur cette scène, compte-tenu de leur portée structurelle et leur

force récurrente. La trinité de ces composantes structurelles doit selon lui être analysée dans une perspective comparée qui ne se limite pas aux expériences occidentales et islamiques. Cette distinction est liée à la question de la légitimité (Charia) et du pouvoir politique.

C-Violence et Etat :

Si le rapport conflictuel entre l'Etat et la société civile au Maghreb constitue une hypothèse essentielle pour comprendre mieux le répertoire d'action collective nationale inscrite dans chaque pays de la région.

La question du rapport de violence et de l'Etat souligne un trait essentiel dans la gestion des ressources politiques et sociales. Il s'agit du monopole de la violence par l'Etat, monopole fondé sur une légitimité institutionnelle et symbolique.

II - Sources structurelles de l'action collective au Maghreb

Les controverses théoriques évoquées plus haut ont pour but d'éclaircir, le plus possible la théorie de l'Etat qui prend en considération le processus historique et la forme politique en Algérie. En outre nous constatons que l'Etat est toujours perçu pour lui-même et non en corrélation avec la société toute entière. Le sort de l'Etat n'est pas lié uniquement aux institutions et aux fonctionnements intrinsèques mais aux grandes mutations structurelles de l'après indépendance.

Personne ne conteste le fait que les sociétés maghrébines soient marquées par une forte poussée de natalité marquant le caractère juvénile de la population. C'est un trait structurel majeur.

Abdelkader Zghal, dans le contexte maghrébin, tente d'aborder la question de la jeunesse à travers l'action religieuse qui, selon lui, « s'est surtout manifestée récemment dans les pays les plus urbanisés du monde arabe, notamment chez les jeunes scolarisés aussi bien parmi les garçons que parmi les filles, et qui a pris une forme collective et militante. C'est en retrouvant ce mécanisme, affirme A. Zghal, que nous pouvons comprendre d'une manière générale le rôle des institutions scolaires aussi bien pour la jeunesse occidentale que pour celle des sociétés dites du Tiers-monde et plus particulièrement des pays arabes. Il s'agit, dans notre analyse, d'une conception sociologique du phénomène de jeunesse qui repose à la fois sur les transformations des jeunes gens à l'âge adulte et sur les expériences différentielles par rapport aux autres groupes sociaux.

En effet, après la phase du nationalisme des années trente jusqu'à l'indépendance et ses héritages, la dynamique des associations se réactive dans les conjonctures politiques et durant les décennies (1969-1989). Ainsi, les centres de mobilisation dits classiques, principalement les partis politiques des trois pays, (F.L.N, Istiqlal, Néodestour) ainsi que les syndicats sont soit au pouvoir, soit dans l'opposition légitime, ou clandestine en quête d'une légitimité politique et juridique.

Ces compétitions tactiques entre Etats et sociétés aboutissent non seulement à la réussite des centres mobilisateurs mais provoquent également des changements institutionnels dont il faut mesurer l'importance politique et sociale.

La sociologie des insurrections est le deuxième élément qui nous paraît essentiel dans notre projet. Il nous permet de cerner aux mieux la structure interne des groupes armés pour le cas précis de l'Algérie.

Ce qui sépare ces activités militaires des émeutes c'est le caractère insurrectionnel, même en effectif très réduit. En effet, l'influence que peuvent exercer les protagonistes n'est pas liée à leurs membres mais à la manière dont ils "passent à l'acte", l'impact de leurs "coups" et à la réaction de la population qui, si elle ne les soutient pas, au moins reste indifférente, comme ce fut le cas de l'insurrection de mars 1983 au Moyen Atlas marocain et celle de Gafsa (Tunisie) en janvier 1980.

Sur le plan stratégique, où nous constatons qu'à côté des facteurs qui relèvent de l'organisation de l'armée, la variable sociale devient un élément non négligeable. La situation de l'Algérie ou un processus insurrectionnel vise à délégitimer la violence étatique et la met au défi, avec un risque de militarisation de la société.

Nous pouvons grâce aux documents, émanant de différents groupes de recherches fiables, cerner la manière dont ces groupes se constituent, leurs modes de recrutement et surtout l'évolution de leurs infrastructures militaires et leurs programmes politiques puisqu'ils s'efforcent de briser l'héritage du F.L.N et une large fraction de la société civile qui acclame la laïcité et impose un modèle de gestion politique de la société. Leur stratégie résulte dans le harcèlement et la constitution des foyers de bases pour mener des attaques par surprise.

1 - les représentations de la contestation:

Certainement il existe des insurrections émanant de la société civile, dont nous évoquons certaines situations : ainsi, l'arrestation de Mohammed Benkhada, chef d'un groupe accusé (inculpé par la Cour militaire de Blida le 27 décembre 1980) d'avoir appartenu à un groupe extrémiste et d'introduire l'internationale communiste au sein de l'armée (mai 1981, des groupes d'Islamistes attaquent les bâtiments de la wilaya de Sidi bel Abbès, notamment à Laghouat du 28 septembre au 2 octobre 1981 après l'arrestation d'un Islamiste le Professeur Saïd Sayah, plusieurs dizaines de militants occupent une Mosquée de cette ville et appellent la population au Djihad contre le gouvernement. Les forces de l'ordre ont donné l'assaut, un policier y sera tué et il y aura de nombreux blessés de part et d'autre. Un autre groupe celui de Mustapha Bouiali, ancien militant de F. L. N, choisit le port d'armes et entre dans la clandestinité en 1982 pour constituer une armée de fidèles afin de pousser les autorités algériennes) à faire appliquer la charia

(loi islamique). Le 27 avril 1985, le leader attaque avec ses 20 hommes une caserne-école de la police à Soummam (50 km au sud-ouest de l'Algérie) et récupère des uniformes et des armes automatiques. Au bout de 2 mois il est localisé, retranché dans la région familière entre Larbaa et Tabalt (nord est de Blida). Un accrochage l'oppose à la gendarmerie de cette localité et à l'armée le 3 janvier 1987 et se solde par cinq gendarmes tués ainsi que plusieurs membres de son groupe. Il tombe dans " une embuscade tendue par une unité d'élite de la police".

L'attaque perpétrée par des islamistes le 22 mars 1993 contre la caserne de Boughezoul, située à une centaine de kilomètres au sud d'Alger, a fait au total quarante et un morts et seize blessés. Bilan le plus lourd depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 9 février 1992.

2 - L'institution militaire comme rempart stratégique

La riposte de l'Etat et le dispositif mis en place pour lutter/ou endiguer ce phénomène insurrectionnel nouveau s'activent par l'armée de la nation et non pris en charge par d'autres moyens ou ordres militaires parallèles. Pour faire face à ce phénomène l'armée algérienne, entame de nouvelles transformations rapides à ses structures et à sa stratégie conçue auparavant pour une guerre conventionnelle.

Comment tenta-t-elle de protéger la gestion des institutions et le déroulement de la vie quotidienne et mettre en place un dispositif militaire adapté à la lutte anti-insurrectionnelle ?

L'armée algérienne se particularise par rapport à d'autres armées du Tiers-monde par plusieurs traits. Ainsi par exemple, et *en dépit des crises ou de frictions* qu'elle a vécues dans le passé, l'ANP, constate Sadek Hadjeres, *a pu préserver jusqu'à présent une grande marge de cohésion. Cela n'est pas dû généralement aux critères militaires de discipline et de sélection dans le recrutement et l'avancement. Il existe aussi, depuis les origines de cette armée, la conscience entretenue par l'armée constitue une espèce de colonne vertébrale de l'Etat et de la nation et qu'elle a son mot à dire –et c'est elle qui a souvent le dernier mot -dans les orientations et décisions de caractère stratégique. Enfin, l'esprit de corps s'exprime dans la hiérarchie supérieure de l'armée dans un fonctionnement par un consensus (qui tient compte, bien entendu des courants dominants) visant à préserver l'unité autour des questions plus graves "*⁽¹²⁾

3 - Socio-Stratégie du Terrorisme et négation de l'interconnexion.

La nouvelle analyse de la spatialité de la nébuleuse terroriste est codifiée selon une nouvelle matrice de guerre qui obéit une logique en série de pratique transnationales. Elle vise différemment les échelons géo-sociétales de l'Etat globalisé.

Mais la guerre au terrorisme appliqué au Sahel ne reconnaît aucune limites d'interprétation stratégique à ses pratiques, c'est pour cela que les certaines informations publiées laissent les observateurs les plus avertis perplexes.

Des centres de recherches occidentaux⁽¹³⁾ lancent une nouvelle problématique assez lourde de conséquences en évoquant le terrorisme islamiste et ses injonctions avec des acteurs de la guerre dans l'espace saharien.

Certainement la dé-territorialisation de la violence terroriste implique que l'espace saharien deviendrait un sanctuaire propice pour la préparation d'attentats à exécuter ailleurs et puis enfin battre en retraite dans le glacis sahélo-saharien..

Nonobstant que tout au long de « la décennie noire » qu'a vécue l'Algérie dans les années 1990 et au pire moment de l'islamisme armé, aucun élément ne vient confirmer l'interconnexion entre le Front Polisario au Sahara occidentale dans sa guerre légitime et les groupes islamistes algériens.

CONCLUSION:

Si l'Algérie a été marquée par un climat stable pendant trois décennies depuis son indépendance, le processus politique contesté dans ce pays, notamment depuis les émeutes de 1988, ne peut être sociologiquement compris s'il se rattache uniquement aux données locales. Il faut le rattacher aux données globales héritées de la guerre froide et la prolifération des conflits violents après la rupture de l'ordre bipolaire porteur d'une certaine stabilité. D'emblée la position de l'Algérie dans la nouvelle stratégie américaine, selon Pierre Claverie qui constate que les relations algéro-américaines, sont peut-être plus complexes.

Le processus électoral de décembre 1991⁽¹⁴⁾ risquerait, si la décision de son interruption n'avait été prise opportunément d'être dévoyé par un mouvement politique qui était manifestement mû par la seule volonté de prendre le pouvoir - cette décision visait, par conséquent, à contrecarrer la volonté déclarée de ce courant politique, sous le couvert de l'Islam, de remettre en cause les règles de jeu qui lui ont permis d'accéder dans l'arène politique.

RÉFÉRENCES:

(1) Cf. Sadek Hadjeres, "Algérie , Quel Etat, Quelle nation ", Hérodate, n°72-73, 1994, p.234.

(2) A ; ZGHAL, Pourquoi la réforme agraire ne mobilise-t-elle pas les Paysans maghrébins ? *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Vol XIV, 1975 : 297-8, Pour une définition de la Nation et de l'Etat Nation, voir Elbaki HERMASSI, *The Third World reassessed*, U. of California Press, Berkeley, Los Angeles, London, 1980 : Ch.V. Politics and culture in the Middle East : 93-119 ; et CH. VI, Political traditions of the Maghreb: 120-144.

(3) Ibid

- (4) Jean LECA, Jean Claude VATIN, *l'Algérie Politique : Institutions et Régime*, presse de la F.N.S.P., Paris, 1975 : 501
- (5) Ibid
- (6) Jean LECA, op.cit
- (7) Bertrand Badie et Pierre Birnbaum, *Sociologie de l'Etat*, éd. Grasset, Paris, 1979 p.111 et 113.
- (8) Laroui Abdellah, *l'Histoire du Maghreb, un essai de synthèse*, F. Maspero/Fondations Paris 1970, p.230.
- (9) Bruno Etienne, *l'Algérie : Cultures et Révolution*, Seuil, paris 1977, p.333
- (10) idem
- (11) Bruno Etienne, *l'Algérie op. cité*
- (12) Cf. Sadek Hadjeres, *Algérie, quel Etat, Quelle nation ?*, Hérodote, n° 72-73, 1994, p.255.
- (13) in Research Paper-NATO-No.30-November, 2006, pp. 3.
- (14) La première élection pluraliste dont le FIS, parti islamiste, avait la majorité.